

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES & MATERIAUX DU GRAND OUEST

Avenue Charles Lindbergh
33700 Mérignac

Références : /
Code AIOT : 0005400433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement CARRIERES & MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté L'Escame 58290 Sermages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a décidé d'une fermeture anticipée de la carrière en 2020 et a mis en œuvre une remise en état dans le cadre de la cessation d'activité totale. L'objectif de cette inspection porte sur le contrôle de la mise en œuvre des modalités de remise en état prescrites notamment par l'arrêté d'autorisation de 2009, et la mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES & MATERIAUX DU GRAND OUEST

- L'Escame 58290 Sermages
- Code AIOT : 0005400433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de SERMAGES est une carrière de roche massive exploitée par le groupe NEXSTONE, autorisée depuis le 9 mars 2009 pour une période de 20 ans.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Dispositions financières	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 516-5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2.	Sans objet
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.1.	Sans objet
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.2.1.	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.2.2.	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.2.3.	Sans objet
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.3.	Sans objet
8	Après remise en état	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière de Sermages a été remise en état selon les modalités de son arrêté d'autorisation de 2009 et de l'accord de principe de la DREAL lors de la réunion du 7 octobre 2022, retranscrit dans le courrier de l'exploitant du 10 novembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2.
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes : - la mise en sécurité des fronts de taille ; - le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ; - l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : L'exploitant a notifié la mise à l'arrêt définitif de la carrière par courrier du 06/01/2021. Un plan topographique en date du 16/11/2020 est joint. Le mémoire de remise en état du site a été transmis à l'inspection le 13/03/2025. Étant donné la fermeture anticipée de la carrière, les conditions de la remise en état ont été revues en 2022. Une étude hydrogéologique en septembre 2021 a permis de valider la cote finale du plan d'eau à 239.3 m NGF. L'ensemble des propriétaires et la mairie de la commune de SERMAGES ont validé les modifications de remise en état. Il a été constaté le jour de l'inspection que les points actés en 2022 avec l'inspection ont été suivis : - la sécurisation de la bande des 10 m sur la pointe de la parcelle B47, - la purge des fronts laissés à 15 m de hauteur, - la mise en place de merlons ou de blocs en haut de chaque front ou talus, - le déversoir calé au niveau 239.3 m NGF, - le reprofilage des stériles stockés sur la parcelle ZO4, - le maintien des boisements des talus et des banquettes par une recolonisation naturelle. Lors de la visite, il est constaté l'absence de déchet. L'ensemble du site a été nettoyé. Seuls subsistent le hangar, 2 cuves à carburants vides à l'intérieur, et le pont-bascule qui, à la demande des propriétaires et après accord de principe de la DREAL en 2022, ont été conservés. Les bâtiments ont été vidés de leurs équipements à l'exception d'une longue conduite métallique d'au moins 3 mètres.

L'aire étanche et le séparateur sont toujours présents, ce dernier a été vidangé vers des filières adaptées. Les BSD sont joints au mémoire de remise en état de mars 2025. La cuve de 40 000 litres de carburant a été évacuée.

La mise en sécurité des fronts de taille a été finalisé en 2024 par des tirs de mine effectués pour purger les fronts.

Le site, constitué d'un plan d'eau, de prairies et boisement, est en accord avec l'usage futur qui prévoit un site à vocation écologique avec un plan d'eau. Les bâtiments conservés relèvent de la concertation avec les propriétaires pour des usages agricoles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.1.

Thème(s) : Situation administrative, Principes

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Il doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies). En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée. La remise en état définitive du site affectée par l'exploitation du périmètre autorisé doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

Constats :

L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2009-P-630 du 9 mars 2009 pour une période de 20 ans.

L'exploitant a notifié la mise à l'arrêt définitif de la carrière par courrier du 06/01/2021. Un plan topographique en date du 16/11/2020 est joint.

Le mémoire de remise en état du site a été transmis à l'inspection le 13/03/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.2.1.

Thème(s) : Situation administrative, Fronts de taille

Prescription contrôlée :

À l'approche des limites de l'extraction autorisée, la remise en état nécessite les dispositions suivantes :

- fractionnement et purge des fronts de taille lors d'un dernier tir de mine, de manière à conserver que des gradins de 7,5 m de hauteur, inclinés à 70°, séparés par des banquettes horizontales de 5 m de large au minimum, qui seront recouvertes de stériles et terres végétales en épaisseur

<p>suffisante afin de permettre la reprise de la végétation,</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place, en partie supérieure des fronts, de merlons de protection constitués de stériles et terres de découverte d'au moins 1 mètre de hauteur, végétalisés de manière à limiter et assurer la sécurité.
<p>Constats :</p> <p>La mise en sécurité des fronts de taille a été finalisée en 2024 par des tirs de mine effectués pour purger les fronts.</p> <p>La sécurisation des fronts sud de 15 mètres de hauteur ont été talutés. La banquette sur ces fronts n'est pas accessible. Le niveau du plan d'eau à 239.3 m NGF ne permettra pas de circuler en contre-bas de ces fronts.</p> <p>En revanche, les autres fronts conservent des gradins de 7.5 m de hauteur, recouverts de stériles, inclinés à 70°, séparés par des banquettes horizontales de 5 m de large au minimum, qui sont recouvertes de stériles et terres végétales en épaisseur suffisante afin de permettre la reprise de la végétation. Des merlons de protection constitués de stériles et terres de découverte d'au moins 1 mètre de hauteur, végétalisés de manière à limiter et assurer la sécurité ont été installés en partie supérieure des fronts. La colonisation naturelle du site (merlons, talus) a déjà commencé</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Carreau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nettoyage général du carreau de la carrière, démantèlement et évacuation de l'ensemble des installations, ainsi que de tous les éléments métalliques ou divers présents sur le site, - nivellement de l'ensemble de la plate-forme et scarification avant étalement d'une couche de stériles de l'ordre de 0,50 m à 1 m d'épaisseur, - maintien en fond de fouille d'un plan d'eau d'environ 5 ha avec déversoir calé au niveau 234 m NGF, - boisement des talus et banquettes à l'aide d'essences locales (chêne, charme, merisier....) et engazonnement des abords. <p>En fin d'exploitation, la zone doit être rendue conforme aux coupes et plan annexés au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, le carreau est entièrement sous eau.</p> <p>Le mémoire de remise en état de mars 2025 précise que le carreau de la carrière a été nettoyé et les matériels ont été retirés. il précise également que le nivellement et l'étalement de stérile a eu lieu.</p> <p>Le déversoir est désormais calé à 239,3 m NGF conformément aux accords de principe de 2022.</p> <p>La partie près de l'entrée principale a étéensemencée en prairie. L'exploitant déclare, par</p>

expérience sur d'autres sites, favoriser la recolonisation naturelle déjà engagée, au lieu de plantations plus fragiles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.2.3.
Thème(s) : Situation administrative, Aménagements annexes
Prescription contrôlée : Il est procédé à l'aménagement d'un chemin de randonnée, d'un observatoire, ainsi qu'au maintien à l'état apparent, à des fins pédagogiques, de deux portions des fronts d'exploitation, d'une largeur de 40 m environ, situées en partie nord-est du site, représentatives de la structure géologique locale La signalisation réglementaire se rapportant à l'activité d'exploitation de carrière est retirée.
Constats : Un chemin de randonnée (ancienne piste) permet de faire les 3/4 du tour du site et il n'y a pas d'observatoire sur le site conformément aux dispositions présentées en 2022. Les 2 portions de fronts d'exploitation sont bien visibles. La signalisation réglementaire se rapportant à l'activité de carrière a été retirée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 2.5.3.
Thème(s) : Situation administrative, Remblayage de la carrière
Prescription contrôlée : Le remblayage partiel de la foule, réalisé dans le cadre de la remise en état du site, est exclusivement à l'aide des stériles, déchets d'exploitation et terres végétales présents sur le site Tout apport de matériaux extérieurs est interdit. Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité des eaux superficielles et souterraines. Il doit présenter des caractéristiques de perméabilité permettant le maintien du comportement hydrodynamique d'écoulement des eaux. L'utilisation de terres et limons en fond de fouille est proscrite.
Constats : Le remblayage du site ne s'est fait qu'à l'aide de matériaux issus de l'exploitation du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 516-5
Thème(s) : Situation administrative, garanties financières

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>...</p> <p>II. – Lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ou R. 512-46-22, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières, en tenant compte des dangers ou inconvénients résiduels de l'installation. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées. Le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard des constats lors de la visite, conformément aux dispositions définies à l'article R.516-5 du Code de l'environnement, l'obligation de garanties financières pourra être levée à l'issue de la consultation du maire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre au préfet le résultat de la consultation du maire concernant la remise en état totale ou lorsque l'activité a été totalement arrêtée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Après remise en état

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1. En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.</p> <p>II.-A tout moment, après la remise en état du site effectuée par le tiers demandeur en application de l'article L. 512-21, le préfet peut imposer à ce tiers demandeur, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 pour ce qui est de la réhabilitation réalisée par lui.</p> <p>En cas de modification ultérieure de l'usage du site, le tiers demandeur ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.</p>
<p>Constats :</p>

Il est rappelé qu'en application de l'article R.512-39-4 du Code de l'environnement, à tout moment, même après la remise en état du site, la préfète peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.181-45 de ce même Code, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite